Résolution de la Réunion mondiale de 2010 du Syndicat du personnel de l'OIT concernant les relations professionnelles au sein du BIT

Nous, les Représentants du Syndicat du personnel de l'OIT, réunis à Genève du 18 au 22 octobre 2010 pour leur deuxième Réunion mondiale,

RAPPELANT les principes fondamentaux qui guident l'action de l'OIT en matière de liberté syndicale, de négociation collective et de dialogue social, exprimés notamment dans la Constitution de l'OIT, y compris la Déclaration de Philadelphie, dans la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, dans la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, et dans la convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978,

RAPPELANT les résolutions adoptées par les Assemblées générales du Syndicat du personnel de l'OIT, et en particulier la résolution du 30 octobre 2008 sur le dialogue social au sein du BIT, la résolution du 10 mars 2009 en défense de la liberté syndicale, de la négociation collective et contre les transferts arbitraires, et la résolution du 29 octobre 2009 sur la protection de la liberté syndicale et de la liberté d'expression au sein du BIT,

NOTANT que le dialogue social ne s'est pas amélioré récemment au sein de l'OIT en raison du refus de l'Administration de reconnaître les violations des accords collectifs et du Statut du Personnel qu'elle a commises et d'y remédier au moyen de négociations, et que, de ce fait, aucune amélioration tangible n'a été constatée sur les questions faisant l'objet de ces résolutions,

NOTANT EGALEMENT que la plupart des problèmes soulevés depuis de nombreuses années lors des Réunions des Comités Régionaux restent sans solution, cette situation étant pour une large part due au manque de volonté de l'Administration d'y remédier,

DEPLORANT le manque de respect et le mépris affichés par des représentants de l'Administration lors des échanges qui ont eu lieu avec les participants à la Réunion mondiale, ainsi que leur clair refus de reconnaître les problèmes sérieux auxquels les membres du personnel au siège et sur le terrain sont confrontés, et de rechercher des solutions à ces problèmes,

DEPLORANT PLUS ENCORE les tentatives de l'Administration de diviser les représentants du Syndicat du siège et du terrain, faisant ainsi preuve d'un manque de compréhension du fonctionnement de notre Syndicat et sous-estiment notre solidarité et notre détermination,

APPUYONS TOTALEMENT les décisions prises par l'Assemblée générale du Syndicat lors de sa deuxième session annuelle de 2010, à laquelle nous avons pleinement participé ;

NOUS ENGAGEONS à informer nos collègues dans nos bureaux respectifs au sujet de ce que nous avons vécu ici au siège du BIT, en vue de l'action mondiale dont l'organisation a été décidée par l'Assemblée générale précitée ;

DEMANDONS au Comité du Syndicat du personnel de l'OIT de continuer à négocier, faire campagne et, si nécessaire, mobiliser le personnel avec notre pleine participation pour défendre nos intérêts collectifs, comme il l'a fait au cours des 90 dernières années ;

DEMANDONS au Comité du Syndicat de faire rapport sur le suivi donné à cette résolution par l'intermédiaire de son site internet ainsi que lors de la première session de l'Assemblée générale annuelle 2011 du Syndicat du personnel de l'OIT.